

RÉSISTANCE SOCIALE



La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès

SOMMAIRE

p.1 et 2: L'édito / **p.2 : solidarité internationale** / **p.3 à 6 : Place au débat : Non à la retraite par points / Quelle suite pour les GM&S ?** / **p. 7 : Actualité sociale : pouvoir d'achat des salariés** / **p.8 Coup de gueule : procès de G. Filoche**

L'ÉDITO

Drôle d'été, sacré rentrée !

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe traverse des tourmentes.

Cet été, c'est l'affaire Benalla qui a fait la Une. De rebondissement en rebondissement, on a découvert comment fonctionnait l'entourage proche d'E. Macron. Révélateur que le responsable de la sécurité de l'Élysée se croit autorisé, non seulement à frapper des manifestants – ce qu'il a nié alors que la vidéo prouve ces violences – mais également à traiter les sénateurs de « petits marquis », lui qui n'est là que par le fait du prince !

Révélateur qu'il ait obtenu le haut grade de lieutenant-colonel dans la réserve citoyenne de la gendarmerie et qu'il possède un badge d'accès privilégié à l'Assemblée nationale !

Révélateur que, suspendu pour 15 jours – manifestement pour couper l'herbe sous le pied à toute procédure administrative et légale à son encontre – il continue de percevoir l'intégralité de son salaire ! Et qu'il continue à avoir accès à l'Assemblée nationale !

Révélateur qu'il soit logé dans un appartement dépendant de la Présidence !

Révélateur que Macron cherche à entraver les travaux de la commission d'enquête parlementaire !

Révélatrices les auditions de G. Collomb et Michel Delpuech, ministre de l'Intérieur et Préfet de Police, auxquels il semble bien qu'on ait voulu leur faire porter un chapeau trop grand pour eux et qui plaident l'ignorance !

Révélatrices les auditions de G. Collomb et Michel Delpuech, ministre de l'Intérieur et Préfet de Police, auxquels il semble bien qu'on ait voulu leur faire porter un chapeau trop grand pour eux et qui plaident l'ignorance !

Au-delà de cette affaire qui n'honore pas ceux qui ont couvert ou organisé cette situation et est significative de la conception jupitérienne de gouverner de macron, celui-ci nous fait la grâce de nouvelles réparties dont il a le secret. Et, comme souvent, il choisit d'être à l'étranger pour insulter ses compatriotes. Après avoir, depuis Athènes, qualifié les Français de fainéants, après les « illettrés », les gens qui devraient « travailler pour se payer un costard », les voyageurs qu'on croise dans les gares, qui « se réunissent et ne font rien », nous voici devenus des « gaulois réfractaires ».

JUPITER, ON ARRIVE !!!



Avec l'aide d'Astérix, les Français lui ont répondu avec humour sur internet, qu'on pourrait bien répondre à son invitation « d'aller le chercher ».

Aujourd'hui la crise prend de l'ampleur. Après Hulot, médiatique président d'Ushaïa, s'apercevant qu'il allait payer les décisions anti-environnementales du gouvernement, et qui

donne sa démission, après Laura Flessel, c'est Collomb qui quitte le navire-bateau ivre afin de se réfugier dans son fief lyonnais.

Le plan « pauvreté » comme le plan « santé » sont marqués par l'ultralibéralisme, étendard toujours affirmé de la gestion macronienne.

Quand une politique génère de la pauvreté chez les salariés, les retraités (on estime aujourd'hui que 9 millions de personnes sont concernées), au profit d'un meilleur rendement pour les plus riches, que peut-on dire d'un plan qui ne s'adresse qu'aux exclus parmi les plus exclus, les « à la rue » ?

(suite page 2)

L'ÉDITO (suite)

Et en ne proposant qu'une mise en œuvre minimale et insuffisante d'un nécessaire rattrapage, surtout pas d'inverser les termes de l'actuelle répartition des richesses.

Quant au plan « santé », il ne répond pas aux exigences d'un égal accès aux soins pour tous et privilégie l'approche comptable en matière d'hospitalisation publique ; les hôpitaux publics sont invités à rapprocher leur fonctionnement du privé. Aucune mesure en faveur des hôpitaux et maternités de proximité, lesquels sont toujours en but à des fermetures imposées par les ARS sans concertations locales. Aucune vision pour les EHPAD malgré les malaises clairement exprimés par les soignants et les familles.

Macron et Philippe ont pris 15 jours pour faire émerger un nouveau gouvernement, copie de l'ancien. Le discrédit est tel que même les plus acquis à cette politique hésitaient à s'y engager. Et ce n'est pas la nomination du mari de la ministre de la santé, Mme Buzyn, au Conseil d'Etat ni la situation ambiguë de l'ancienne ministre de la culture qui vont améliorer la perception qu'ont les Français de ce gouvernement.

Malgré cela, la grève du 9 octobre n'a été qu'un demi-succès, malgré cela, les nombreux conflits locaux n'arrive pas à se généraliser... A chacun donc de continuer son travail d'explication et de conviction qu'une autre politique est possible et qu'il nous faut aller la chercher !

Marinette BACHE

INTERNATIONAL



EUROPE et BRESIL :

montée de l'extrême-droite : Depuis quelques années, nous assistons, en Europe, à la montée des extrêmes-droites multiformes. En effet elles présentent des visages différents, selon qu'on ait affaire à des mouvements issus du fascisme ou des partis de la droite traditionnelle qui se sont radicalisés ou encore du populisme. Mais un dénominateur commun apparaît : le sentiment d'abandon des peuples par leur élites dirigeants toutes soumises à la mondialisation libérale. Ainsi des pays aussi divers que la Suède et la Hongrie, la Pologne ou l'Italie sont touchés par des victoires électorales importantes de l'extrême-droite. En France, Marine Le Pen, qui a laissé passer l'orage « monétaire-judiciaire » retrouve son souffle des présidentielles en s'affichant avec Salvini. Au-delà de l'Europe, le Brésil est largement gangrené. Et Bolsonaro se présente comme le relais des exigences des grands propriétaires terriens face aux progressistes de tous poils, sociaux comme sociétaux.



CONGO : Une embellie dans une bien sombre situation mondiale pour les femmes : le prix Nobel de la paix pour le médecin dévoué à la cause des femmes violées

Voilà 20 ans que le gynécologue Denis Mukwege soigne des victimes de sévices sexuels au Sud-Kivu. Il a fondé au Congo -où il s'oppose à Kabila-, et grâce à l'aide d'un organisme caritatif suédois, l'hôpital Panzi. C'est là, dans ce qu'il

pensait être avant tout une maternité et « un lieu de paix », qu'il « répare » soigne, opère des femmes, traumatisées, fréquemment chassées de leur famille ou de leurs villages pillés ou brûlés, et ne sachant où aller. Le docteur Mukwege leur apporte également un soutien psychologique des conseils juridiques (pour porter plainte), puis une formation professionnelle pour devenir qu'elles puissent devenir autonomes, et prend en charge les enfants...



TURQUIE : Les ouvrières

face à Yves Rocher Au nom de ses collègues Ilknur Arslan, ouvrière chez Flormar, une filiale à 51 % du groupe Yves Rocher, soutenue par des syndicalistes français mais aussi par le syndicat turc Petrol-Is et par la fédération syndicale internationale, est venue témoigner de la répression antisyndicale féroce qui frappe les employés de l'usine. De nombreux salariés en majorité des salariées, ont été licenciés : 132 (sur 400 travailleurs) ont été mis à la porte avec pour tort de s'être syndiqués.

Si une grande majorité de femmes travaillent dans cette entreprise, leurs salaires sont très inférieurs à ceux des hommes. La direction avait promis des augmentations, mais elles n'en ont rien vu venir bien sûr...Leurs conditions de travail sont très difficiles : les ouvrières manipulent des produits chimiques à longueur de journée pour fabriquer des cosmétiques.

PLACE AU DÉBAT

NON A LA RETRAITE A POINTS !

Par Jean-Claude Chailley

Les réformes précédentes :

- 1967 : De Gaulle divise la Sécurité Sociale en branches, dont la branche retraites, prélude à un éclatement qu'on a pu empêcher jusqu'à maintenant
- 1993 : Réforme Balladur : privé. Entraîne une baisse constante des pensions
- 2003 : Réforme Raffarin – Fillon : alignement tous régimes sauf régimes spéciaux.
- 2010 : Réforme Fillon – Woerth : alignement des régimes spéciaux.
- 2018 : Réforme Macron – Philippe : le PLFSS 2019 entend désindexer les pensions de l'inflation : tous régimes.
- 2018 – 2019 : Macron – Buzyn veulent imposer la réforme à points : tous régimes.

Une réforme fondamentale :

- ▶ **Agnès Buzyn** : « ce ne sera pas une énième réforme des retraites...ce n'est pas un problème technique c'est un projet de société ». (Buzyn est claire : le problème n'est pas la mise au point « technique »)
- ▶ **CGT : Catherine Perret** (bureau confédéral) : « c'est un big-bang. L'objectif c'est une chute sans fin des pensions qui représentent 14 points de PIB en France, les exigences de l'Union européenne étant de 11 % »
- ▶ **FO** : « individualisation et incertitude permanente, régime unique et ainsi casse des régimes existants et donc des statuts selon une logique de « déprotection », menaces sur nos principes de solidarité et d'égalité. La retraite par point c'est le travail sans fin, le régime unique c'est un modèle inique ».
- ▶ **FSU** : « La transformation d'un système par annuités en un régime à points ... remet en cause le code des pensions lié au statut de la fonction publique... ».
- ▶ **Solidaires** : Nous passerions donc d'un régime qui présente une sécurité certaine à un régime fait d'incertitudes...L'objectif est d'adapter le système des retraites aux contraintes économiques et démographiques... »

Qu'est-ce que la réforme à points ?

- ▶ **L'acquisition de points** : les cotisations sociales d'un mois (salaire socialisé) sont divisées par le prix d'acquisition du point à ce moment. Donc on obtient un nombre de points. Ce nombre de points est cumulé tant qu'on travaille.
- ▶ **La pension** : c'est le nombre de points accumulé multiplié par le prix de service du point à un moment donné. Le prix de service est différent du prix d'acquisition.
- ▶ **Contrairement aux mensonges médiatiques les 16 millions de retraité-e-s sont donc concerné-e-s.**

Macron : « C'est l'équité : 1 euro cotisé donne les mêmes droits pour tous ». L'équité c'est le libéralisme opposé à l'égalité. Ce principe est si libéral qu'il ne peut pas être appliqué intégralement :

- Une personne née handicapée, ne pouvant pas travailler, n'aurait aucune pension. C'est cela « l'équité ».
- Macron est donc obligé d'aménager « l'équité », à grand renfort de com anesthésiante.
- La réforme à points est viscéralement libérale, individualiste : elle détruit la solidarité de notre Sécurité Sociale qui réduit nettement les inégalités dans les pensions, même si c'est insuffisant.
- En Suède – le modèle de Macron, le modèle européen - les inégalités augmentent sans cesse. Les carrières hachées, les femmes sont particulièrement pénalisées.

Nous opposons l'égalité. Voir nos exigences ci-dessous.

Pas de borne d'âge. L'âge de départ en retraite maintenu à 62 ans (voire 63 ans par pénalisation à 62 ans), c'est du trompe l'œil !

- Il faudra travailler jusqu'à ce qu'on ait assez de points, et ça sera de plus en plus âgé.
- En Suède on va vers les 70 ans, en cumulant de plus en plus souvent emploi et retraite pour survivre.

Double impossibilité de connaître le montant de sa pension.

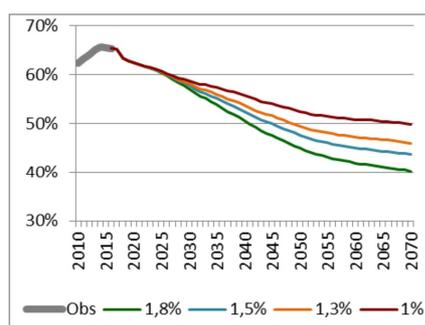
- Le prix d'acquisition des points varie. Pour faire baisser la pension on augmente le prix d'acquisition, donc on obtient moins de points.
- La valeur de service du point lorsqu'on prend sa retraite ou lorsqu'on est en retraite varie. Pour faire baisser la pension on la réduit.
- **Donc le flou total, dans la certitude que les pensions baisseront.** En Suède où elles ont déjà beaucoup baissé.

Suppression des 42 régimes de retraite, privé, public, régimes spéciaux, régimes complémentaires.

- Les 75 % du salaire des 6 derniers mois dans le public disparaissent.
- Les 25 meilleures années du privé aussi, ainsi que les avantages éventuels de tel ou tel régime.
- La pension est constitutive du statut de la fonction publique, statut que Macron veut détruire définitivement, comme tous les statuts (cf CAP 22)
- Attaquer la retraite, le statut qui lui est lié, c'est attaquer le salaire dans toutes ses composantes (salaire brut, salaire socialisé).

La règle d'or

- Les pensions à un moment donné résultent des décisions du comité de pilotage en fonction des majorités politiques, des priorités, des « contraintes » budgétaires européennes ou autres, d'une crise, de l'espérance de vie...
- Les jours de crise, on baisse les pensions (pendant la dernière crise les pensions ont baissé de 9 % en Suède). La pension est déjà passée de 70 à 55 % et ça continue.
- Les « projections » du COR, le Conseil d'Orientation des Retraites:



% de pension nette par rapport au salaire net

En 2015 la France était 13^{ème} / 34 de l'OCDE en % de pension nette par rapport au salaire net et non « championne d'Europe » comme disent les médias

Les différentes courbes correspondent à différentes hypothèses d'évolution économique, du chômage, des salaires.

Aucune justification à la baisse des pensions :

- Il n'y a pas de déficit des retraites (mais à quel prix !), ni même de déficit prévu.
- Il y a de l'argent : en 2019 le gouvernement accroît les exonérations et exemptions de cotisations sociales (salaire socialisé) de 20 à 25 Md en année pleine, pour un total qui devrait approcher les 70 Md. 70 Md c'est plus que le déficit de la France !
- L'Agirc et l'Arrco (fusionnés le 1^{er} janvier 2019) ont 116 Md de réserves nettes. Le gouvernement osera-t-il les voler aux retraités actuels et futurs?

Répartition + capitalisation : clarifier

- ▶ **Le projet de retraite à points, tel qu'on le connaît pour l'instant, reste dans le cadre de la répartition** : les sommes collectées (cotisations sociales et de plus en plus la fiscalité) sont reversées immédiatement.
- ▶ **Pourtant l'objectif c'est de développer la capitalisation** :
 - **Par la faiblesse des pensions.**
 - **Par le plafonnement** des points à 3 plafonds de la Sécurité Sociale pour les 300 000 salariés dont le salaire le dépasse : on les force à capitaliser au lieu de cotiser pour augmenter leur retraite et participer à la solidarité.
 - **La loi Pacte** élargit l'intéressement et la participation (au détriment des salaires) dans le but de créer des fonds de pension se substituant aux banques pour les projets trop risqués
 - En suède la capitalisation est en partie obligatoire, en partie facultative.
 - L'union européenne crée des fonds de pension européens.

Coup double pour le MEDEF, pour les multinationales

- Baisse sans fin de la part dite patronale des cotisations
- La baisse des pensions ouvre la voie à la **capitalisation** avec tous les risques pour les salariés (faillite d'Enron, Maxwell...).

La pension de réversion n'est en rien sauvée par les déclarations lénifiantes à la télé.

- Le principe « 1 euro cotisé... » c'est sa disparition : pas de travail, pas de points.
- Macron a annoncé son maintien le 10 octobre, mais ça ne veut rien dire pour 2 raisons : a priori on ne connaît ni le niveau ni la durée (par exemple les règles Agirc – Arrco sont plus favorables que les règles de la Sécu. Lesquelles seront adoptées ? On peut avoir les plus grandes craintes pour les femmes du privé, ouvrières ou cadres). Et surtout une fois la réforme passée on peut la réduire sans cesse.
- En Suède il ne reste pratiquement plus de pension de réversion : elle ne dure au mieux qu'un an.

Droits familiaux, chômage, précarité, maladie, accidents du travail ...

- Il restera forcément un minimum, mais on a toutes les raisons de craindre une perte de droits importante car les dispositifs actuels bien qu'insuffisants sont coûteux.

Cette réforme est pire pour les jeunes (baisse continue), pire pour les femmes (salaires plus bas, temps partiels...), donc catastrophique pour les jeunes femmes...

Une ultime réforme pour baisser les retraites sans fin...en évitant les mobilisations

- ▶ Lorsqu'on modifie l'âge de la retraite... il y a risque de mobilisation (réforme Sarkozy).
- ▶ Lorsqu'il n'y a plus d'âge, lorsque par exemple le comité de pilotage modifie légèrement la valeur du point d'achat, ça diminue un peu le nombre de points acquis chaque mois, mais l'effet sur la pension se fait sentir à long terme. Donc la mobilisation est beaucoup plus dure.

C'est en ce sens que le gouvernement dit que c'est « **l'ultime réforme** » : **une fois adoptée on fait ce qu'on veut.**

Danger ! La stratégie anti mobilisation de Macron – Buzyn – Delevoye est redoutable !

- ▶ La CGIL a alerté qu'une fois la retraite à points faite, on peut l'aggraver sans fin.
- ▶ Macron en fait miroiter qu'il maintient les droits, voire les améliore (prise en compte du 1^{er} enfant, des primes dans la fonction publique). Leurs promesses n'engagent que ceux qui y croient !
- ▶ La réforme est reportée après les européennes : trop impopulaire. Mais ensuite il peut y avoir procédure accélérée pendant l'été pour l'éloigner des municipales.

La casse des retraites, c'est la casse de la Sécu !

Les retraites sont le 1er budget de la Sécu. Supprimer la branche retraite c'est casser la Sécu en 2.

Cette réforme va avec la **fiscalisation** de la Sécu en cours, **frontalement opposée à la Sécurité Sociale d'Amboise Croizat** : « chacun **COTISE** selon ses moyens et reçoit selon ses besoins »

La fiscalisation – étatisation de la Sécu c'est le retour à l'assistance pour pauvres (que Macron fait semblant de tant aimer) **au détriment des DROITS** pour toutes et tous.

C'est le projet du MEDEF, de l'Union européenne, le même qu'aux USA : l'assistance minimaliste pour très pauvres et les complémentaires et fonds de pensions hors de prix pour la masse des salariés

La lutte contre la réforme à points est décisive dans la défense et reconquête de la Sécu.

Quelle stratégie pour le mouvement social ?

Leur projet de loi n'est pas déposé mais on en connaît suffisamment.

De nombreuses organisations syndicales, politiques, associatives, se sont exprimées contre le principe de la réforme à points. Toutes les générations sont concernées, le public comme le privé, comme les régimes spéciaux.

Le temps n'est-il pas venu de mobiliser unitairement pour l'abandon de la réforme de façon à empêcher un recul historique.

Pour l'instant les concertations se font sur une éventuelle limitation des dégâts, qui de toute façon seront réintroduits ensuite.

Après l'abandon, sur la base du rapport de forces, on peut négocier sur nos revendications.

- ▶ **Provocation : pendant les concertations** le gouvernement ne revalorise les pensions que de 0,3 %, bien au-dessous de l'inflation, ce qui est illégal dans la réforme Balladur ! Et en plus il repousse la maigre revalorisation d'octobre à janvier !
- ▶ **Macron a une majorité béton à l'Assemblée nationale** sur la réforme à points: aucun amendement PC, FI,...ne passera.
- ▶ **Sarkozy avait renoncé à la réforme à points par crainte des mobilisations. C'est donc possible!**

ACTUALITE SOCIALE : à suivre...

GM&S : le plan de sauvegarde de l'emploi pourrait être disqualifié

La cours administrative d'appel de Bordeaux examinait ce lundi 8 octobre 2018 le plan de sauvegarde de l'emploi de GM&S. Ce PSE avait été mis en place lors du rachat du site de La Souterraine (Creuse) en septembre 2017. Le rapporteur public, magistrat indépendant, donne raison aux organisations syndicales. Fera-t-il pencher la balance du côté des ex GM&S ? C'est cependant un espoir qui se lève pour les ex-salariés : leur recours avait été rejeté par le tribunal administratif de Limoges en mai 2018 et ils avaient décidé de faire appel.

ACTUALITE SOCIALE

Résistance Sociale a organisé le 17 octobre à Paris un café social sur le thème « les Français sont-ils trop payés ? » A cette occasion, il nous semble intéressant de vous faire partager l'analyse qui suit.

POUVOIR D'ACHAT : SON EVOLUTION DEPUIS 30 ANS

Par Mathias WEIDENBERG

D'après les chiffres de l'Insee publiés le 21 septembre 2018, en particulier concernant le revenu disponible brut et le pouvoir d'achat. Entre mai 1968 et la fin 1983, le pouvoir d'achat des Français progresse en moyenne, avec des pics et des bas, de 1% par an. L'année 83 est l'année du "grand frein" suite au "tournant de la rigueur". Entre 1984 et le premier trimestre 1993, le pouvoir d'achat ne progresse plus que de 0,48%, soit moitié moins. Cela explique les difficultés politiques de la période, et, après le coup austéritaire de 1983 sans rattrapage les années suivantes, la première grande vague de départ de l'électorat populaire à l'extrême-droite.

Entre le deuxième trimestre 1993 et le début de la restauration conservatrice, et la mi 1997, l'évolution de ce pouvoir d'achat s'effondre en rythme annuel à moins de 0,3%. Juppé en gardera une image déplorable, qui lui coûtera une partie pourtant prometteuse en 2016.

La première partie du quinquennat Jospin voit le pouvoir d'achat progresser de nouveau de 1%. Mais l'image de ce gouvernement sera déterminée dans les classes populaires par l'évolution depuis le premier trimestre 2001 : on repasse sous les 0,5%, avec la perception d'une inégalité d'évolution entre revenus modestes et revenus des salariés les mieux payés. La critique populaire des 35h comme outil profitant aux cadres plutôt qu'aux ouvriers et employés ne sera pas écoutée. L'extrême-droite, en crise quand le pouvoir d'achat avait repris, retrouve le soutien des classes perdantes de la politique menée (merci DSK et Fabius, notamment, cela leur coûtera un vote en 2006).

Entre 2002 et 2012, on assiste à la deuxième restauration conservatrice, avec en 2007-2008 la pire crise du capitalisme financier depuis la seconde guerre mondiale. La période « second trimestre 2002-premier trimestre 2008 » est plus favorable au pouvoir d'achat - +0,53% - que les dernières années Jospin.

C'est ce qui explique la victoire puis la relative résistance de la courbe de popularité de Sarkozy comparée à ses deux successeurs sur ses premiers mois.

Par contre, du deuxième trimestre 2008 à mi 2012, malgré un plan de relance, ce pouvoir d'achat ne progresse plus que de 0,2%, avec là encore une forte inégalité en revenus modestes, en baisse nette, et revenus des 30% du haut qui montent.

Hollande, on s'en souvient, était le candidat de la gauche en mai 2012. Il commence donc très fort : le pouvoir d'achat s'effondre dès ses deux premiers trimestres de -1% !

Il faut attendre le dernier trimestre 2015 pour que le pouvoir d'achat cesse de reculer sur la période. C'est la période la plus longue de recul du pouvoir d'achat sans rattrapage depuis ... les deux trimestres précédant mai 1968 !

Dès lors, rien de ce que ce gouvernement menait ne pouvait être audible. Le problème n'était pas la communication, mais la consommation.

La relance extérieure, provoquée par la chute des prix du pétrole de 2015, permet de corriger la politique déflationniste stupide de ce président et ses différents ministres, de Valls à Ayrault, de Cazeneuve à Hamon, de Macron à Moscovici. Le rebond de 2016 - où Macron a la bonne idée d'arrêter de travailler des avril, avant de démissionner à l'automne- est trop peu, trop tard (+0,35% sur 6 trimestres, soit aussi bien que ... Balladur et Juppé !)

Macron a pu maintenir sa popularité les deux premiers trimestres car le choc de pouvoir d'achat n'était pas encore perceptible - +0,55, que les vieilles moustaches hollandaises ont voulu réclamer pour elles-mêmes.

Depuis le quatrième trimestre, cependant, mêmes causes, mêmes effets : le taux de progression s'effondre à 0,25% et la structure même de cette évolution favorise les plus riches. Et tout indique que le troisième trimestre ne va pas retourner la tendance. D'après l'OFCE, la politique fiscale du gouvernement devrait faire progresser le pouvoir d'achat ... de 0,1%. Comme on le voit, cela nous mettrait donc dans un étiage bas de cette série de long terme - moins pire que Hollande cependant entre mai 2012 et mi 2014.

Alors, quand les Français regardent avec nostalgie en arrière, ce n'est pas vers Hollande qu'ils se tourneront. Paradoxalement, et cela explique sa résistance électorale en 2017 également, les années Fillon sont les plus favorables au pouvoir d'achat depuis ... le début du millénaire.

COUP DE GUEULE

Prochaine RELAXE pour notre camarade ?

Après l'ignoble accusation d'antisémitisme dont Gérard Filoche, ancien membre du MRAP et l'un des fondateurs de SOS-Racisme, avait fait l'objet, et le lâche lâchage en règle d'une grande partie de la gauche politique –pas de la gauche syndicale !- dont il a été victime, son procès s'est tenu le mercredi 10 octobre. Après 8 h d'audience où les avocats de 9 parties civiles se sont exprimés, la procureure a conclu en demandant la relaxe. Le jugement sera rendu le 12 décembre. Nous assurons à nouveau notre compagnon de route de tout notre soutien et vous invitons à lire son dernier ouvrage (voir ci-dessous).

couv embargo Mise en page 1 20/03/16 21:53 Page1



17 mai 2016 à Paris

On connaît Gérard Filoche pour ses nombreux combats depuis des décennies, en faveur des salariés, pour la gauche unie, et ses nombreux ouvrages pour la Sécurité sociale et le droit du travail, pour « Mai 68 vivant » ou la Révolution portugaise, contre « la dette indigne » ou contre les lois El Khomri-Macron, pour les services publics et une Europe sociale et démocratique...

Cette fois, il saisit l'occasion d'analyser et combattre les idées racistes véhiculées par des bien-pensants qui rejettent les migrants dans leurs esquifs, défendent une concurrence généralisée qui intensifie la discrimination de certains groupes humains par d'autres.

Le capitalisme dépense 2 000 milliards d'euros d'armements par an ; c'est le risque permanent de la guerre mondiale qui se nourrit des politiques néolibérales, du nationalisme, de la xénophobie, du racisme.

Fidèle à sa vie, à tous ses engagements, Gérard Filoche propose ici à la jeunesse d'abord et à toutes et tous, un texte théorique, politique et intime : "manifeste contre le racisme et l'antisémitisme". Pour bien enfoncer le clou : le racisme, dont l'antisémitisme est l'une des formes, n'a aucune base scientifique, c'est une construction sociale qui implique une idéologie, une politique et des pratiques discriminatoires. C'est donc un devoir de le combattre partout et en tout.

Le socialisme et la démocratie, l'égalité et l'émancipation de l'humanité, la vie, l'amour, le soleil, et l'herbe verte l'emporteront contre les nuages noirs et les barbelés.

Prix public : 10€

GÉRARD FILOCHE

MANIFESTE

CONTRE LE RACISME
ET L'ANTISÉMITISME

CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME

Gérard Filoche

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale
est une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin
75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS